



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**STRATÉGIE
2025-2030**

Mexique

SOMMAIRE

SYNTHESE.....	3
1. DOUZIEME ÉCONOMIE MONDIALE, LE MEXIQUE PEINE POURTANT À CONVERGER VERS SES PAIRS DE L'OCDE	3
1.1 Défis d'un modèle de développement générant de fortes inégalités et une dégradation du capital naturel ...	3
1.2 Orientations du Gouvernement Sheinbaum : inflexions autour d'un projet écologiste, humaniste et inclusif	5
1.3 Le positionnement régional du Mexique	6
1.4 Un partenaire stratégique de la France dans la région	7
2. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT AU MEXIQUE ET POSITIONNEMENT DU GROUPE AFD	7
2.1 Mécanismes de financement du développement	7
2.2 Le Groupe AFD au Mexique	8
3. STRATÉGIE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU MEXIQUE	9
3.1 Axe 1 - Action climatique	9
3.2 Axe 2 - Territoires ruraux, biodiversité et océan	10
3.3 Axe 3 - Finances durables	11
3.4 Focale transversale - Inégalités et lien social	12
4. ANNEXES	13
ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE DE LA STRATÉGIE 2025-2030 DU GROUPE AFD AU MEXIQUE	13
ANNEXE 2 : RESSOURCES CARTOGRAPHIQUES.....	14
ANNEXE 3 : NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU MEXIQUE.....	16
ANNEXE 4 : GLOSSAIRE.....	18

Quelques chiffres clés sur le Mexique. PIB (2023) : 1 466 Mds USD (12^{ème} rang mondial). PIB par hab. : 16 000 USD. Population : 129 M d'hab. plus 12 M aux USA. Population indigène : 20%. Exportations : 500 Mds EUR (1/3 du PIB), 80% vers les USA. Transfert de la diaspora : 60 Mds USD (95% des USA). Taux de pauvreté monétaire : 36,3% de pop. Taux d'informalité : 55% de la population active. Taux d'urbanisation : 80%, 10 villes de plus d'1 M d'hab.

SYNTHESE

Dans un contexte géopolitique complexe, en évolution et multipolarisé, le Mexique apparaît comme une puissance d'équilibre recherchant un positionnement singulier, capable de préserver son autonomie et attaché à la promotion du multilatéralisme. Le pays cherche à renforcer sa trajectoire de développement durable et inclusive, tout en consolidant son intégration économique régionale et en diversifiant ses partenariats internationaux. Les défis du pays sont cependant nombreux pour conserver un alignement sur ses pairs de l'OCDE : économie duale, inégalités, insécurité, etc. Alors que la nouvelle administration américaine va appliquer au Mexique une série d'exigences de caractère sécuritaire, migratoire ou commercial, ce pays, qui a connu une croissance limitée ces vingt dernières années, devra trouver les moyens de renforcer son économie étroitement liée aux échanges avec les Etats-Unis. La France dispose d'un fort capital de sympathie au Mexique, alimenté notamment par des connexions humaines et culturelles de longue date et la présence de 700 entreprises françaises (38 du CAC 40) dont les pratiques de gestion durable sont reconnues. Notre position en faveur du multilatéralisme compte aussi beaucoup. Ces points de convergence représentent une opportunité pour renforcer la relation France-Mexique (et au-delà Mexique-Europe) et, pour le Groupe AFD, accompagner la trajectoire d'investissement durable et inclusive souhaitée par le gouvernement mexicain. Face à ces enjeux, dans un pays doté d'un système financier mature et souhaitant faire évoluer son modèle d'investissement public vers des partenariats publics-privés pour réduire l'endettement public, le Groupe AFD adapte son offre aux besoins de ce « Très Grand Emergent » (TGE). L'horizon des financements UE est à envisager au travers de l'initiative Global Gateway, qui, de fait, mise sur la mobilisation de l'investissement privé à travers une ingénierie financière renouvelée, en cours de définition. Cet environnement devrait favoriser l'innovation technique et financière pour un partenariat renforcé du Groupe AFD au Mexique.

1. DOUZIEME ÉCONOMIE MONDIALE, LE MEXIQUE PEINE POUTANT À CONVERGER VERS SES PAIRS DE L'OCDE

1.1 Défis d'un modèle de développement générant de fortes inégalités et une dégradation du capital naturel

Malgré les progrès significatifs enregistrés en matière sociale durant l'administration AMLO, le Mexique continue de travailler à l'atteinte des cibles qu'il s'est fixés pour 2030 au titre des Objectifs de Développement Durable (voir le détail du niveau d'atteinte des ODD au Mexique dans l'Annexe 3). Le pays fait face à des défis structurels dans les domaines sociaux, environnementaux et de sécurité, qui reflètent des enjeux complexes d'inclusion socio-économique et de durabilité environnementale dans une économie en transition.

Une économie solide, mais à la croissance limitée, ancrée dans un partenariat commercial avec les Etats-Unis. L'économie du Mexique s'appuie sur un marché intérieur de 130 millions d'habitants (qui pourrait atteindre 145 millions en 2050), une forte maîtrise de l'inflation, un tissu industriel diversifié, une main d'œuvre à bas coût et, surtout, une position privilégiée de voisin des Etats-Unis. Son entrée dans l'ALENA en 1994 a en effet profondément structuré son économie, en l'inscrivant dans une dynamique d'intégration industrielle étroite avec les Etats-Unis, destination de plus de 80% des 575 Mds USD d'exportations soit 32% du PIB (2022), dont, près de 90% de biens manufacturés à partir de facteurs de production à faibles coûts (travail, eau ou énergie...). Le Mexique, qui occupe une place stratégique dans la mondialisation, a tiré parti ces dernières années des évolutions du commerce international, notamment des tensions entre la Chine et les Etats-Unis. En 2023, il est ainsi devenu le premier fournisseur du marché américain, devant la Chine. Les USA représentent par ailleurs près de la moitié des importations mexicaines, notamment des composants liés aux activités d'assemblage. Cette relation privilégiée avec les Etats-Unis, si elle a permis de créer des emplois, n'a cependant pas permis au PIB mexicain de croître de plus de 2% par an en moyenne au cours des 20 dernières années. Sur ce plan (ODD 8 - croissance économique) le Mexique fait moins bien que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (2,5%) et les autres pays émergents (5%). Cette situation traduit une productivité en progression limitée, freinée par des avancées encore modestes en matière d'innovation et de développement du capital humain, dans un contexte de niveaux d'investissement relativement faibles. Le Mexique est enfin le premier récepteur en Amérique latine de transferts de fonds de la diaspora (*remesas*) : en 2023, ils ont représenté 60 Mds USD (4% du PIB), dont 95% en provenance des États-Unis.

Un niveau de pauvreté et d'informalité très élevé pour un pays de l'OCDE. L'économie informelle représente un quart du PIB mexicain et l'emploi informel concerne près de 32 millions de personnes (ODD 8 – Emploi décent), soit plus de 55% de la population active, principalement dans la construction, l'industrie manufacturière, le commerce de détail et l'agriculture. Cette situation est un enjeu majeur pour ses conséquences sur la pauvreté, la protection sociale et les finances publiques, du fait de la réduction de l'assiette fiscale disponible. D'après le CONEVAL, un tiers de la population vivait dans une situation de pauvreté multidimensionnelle en 2022 (ODD 1 – Pauvreté), impliquant un revenu mensuel insuffisant pour acquérir un panier alimentaire ainsi que des biens et services de base. Par ailleurs 9 millions de personnes sont en situation d'extrême pauvreté, dont les deux tiers résident dans les six Etats (du sud) les plus pauvres de la fédération : Chiapas, Guerrero, Oaxaca, Puebla, Tlaxcala et Veracruz.

Le Mexique, comme nombre de pays émergents, présente des inégalités de revenu et d'opportunités importantes (ODD 10 – Inégalités). Le PIB par habitant de 13 640 \$US (en 2023) masque d'importants écarts au sein de la population, reflétés par un coefficient de GINI (0,43 en 2022) qui positionne le pays avant-dernier des 38 de l'OCDE. Cette situation est à la fois le reflet de la grande informalité du marché du travail et d'une concentration importante du capital. A ces inégalités économiques, s'ajoutent des inégalités territoriales. Le Mexique est une république fédérale de 32 États, lesquels disposent chacun de leur propre constitution et parlement. Mais il existe « trois Mexiques » différents d'un point de vue du développement : i) les Etats du nord (proches de la frontière américaine) qui ont connu un essor industriel dans les années 60 et produisent 30% du PIB ; ii) les Etats du centre du pays (région du Bajío) qui ont connu un développement dans les années 90 à la faveur de l'ALENA ; iii) les Etats du sud et sud-est moins bien dotés en infrastructures et qui concentrent les municipalités les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, la majorité de la population indigène et les taux les plus élevés de pauvreté (plus de 80% dans le Chiapas contre 20% dans le nord).

Le niveau du financement des dépenses sociales demeure limité. Seuls 10% du PIB sont consacrés au financement de dépenses sociales, un niveau très faible pour un pays de l'OCDE et insuffisant pour corriger les inégalités d'accès aux services sociaux (ODD 3 - Santé et ODD 4 - Éducation). De plus, seul 14% des recettes fiscales proviennent des cotisations de sécurité sociale contre 27% en moyenne dans l'OCDE. Les trois quarts des actifs ne bénéficient pas d'un système de retraite, la moitié de la population n'a pas accès à la sécurité sociale et plus du tiers a des difficultés d'accès à un service public de santé. Le niveau d'éducation des adultes demeure relativement faible, ce qui réduit leurs possibilités d'accès à un emploi formel. Dans ces conditions, les perspectives de mobilité sociale restent restreintes. A cela s'ajoutent d'importants enjeux de santé publique, liés notamment aux habitudes alimentaires et au vieillissement de la population. Parallèlement, la prévalence de la sous-alimentation (ODD 2 - Faim) s'est accrue au cours de la dernière décennie passant de 4 à 6% de la population, illustrant la coexistence de formes de malnutrition contrastées au sein du pays.

Comme dans tous les pays latino-américains, **les inégalités de genre sont particulièrement marquées** (ODD 5 – Égalité des sexes) bien qu'elles s'amenuisent depuis 2018. Le Mexique a progressé de 17 places, entre 2018 et 2023, dans le classement du *World Economic Forum*, qui évalue les avancées de 146 pays vers la parité. Il reste un des pays où la participation des femmes au marché du travail est la plus faible, avec des taux significativement inférieurs aux pays de l'OCDE. A poste équivalent les écarts de salaire sont de l'ordre de 35%. La dépendance des femmes est également importante au niveau financier (22% n'ont pas de revenus propres) et foncier (75% des terres sont possédées par des hommes). Les travaux domestiques et les activités de soin à la personne (prise en charge de l'enfance, des personnes en situation de handicap ou des personnes âgées), non rémunérés, sont assumés de manière disproportionnée par les femmes, ce qui limite leurs possibilités de poursuivre leurs études ou d'accéder à un emploi formel. La forte augmentation des violences basées sur le genre (+125% de cas enregistrés entre 2015 et 2022) constitue également un sujet de préoccupation majeur.

Le Mexique est un pays mégadivers dont les ressources naturelles (eau, forêts, sols, air, biodiversité) sont exposées à de fortes pressions liées à un modèle de développement peu soutenable, une situation qui risque de se renforcer avec les effets du changement climatique. L'urbanisation, l'activité industrielle, l'agriculture intensive, la modification des usages des sols, les différentes formes de pollution, la surpêche et le changement climatique contribuent ainsi à la dégradation progressive des écosystèmes naturels. Cette détérioration environnementale est prise en compte par la Banque centrale (Banxico) ou le Ministère des Finances (SHCP) dans la mesure où elle est susceptible de mettre en péril l'activité économique. Certains Etats du nord du pays, qui cherchent à accueillir des investissements dans le domaine industriel, sont déjà confrontés à un stress hydrique ou à des niveaux de pollution élevés et s'interrogent sur les pressions supplémentaires qu'impliqueraient l'augmentation des infrastructures de logement, de transport, de gestion des déchets ou d'autres services associés à un développement économique et urbain insuffisamment maîtrisé. Les sujets les plus critiques de cet agenda sont : 1) *La gestion des ressources en eau (ODD 6 - Eau)*. L'eau douce est majoritairement utilisée (environ 80% des volumes) pour satisfaire des besoins agricoles, avec un potentiel significatif d'amélioration de l'efficacité des systèmes d'irrigation. Des analyses de Banxico soulignent que près de 80% du PIB national dépend de cette ressource, tandis que les défis incluent la pollution de

trois quarts des cours d'eau, que des épisodes de sécheresse ont touché plus de la moitié du territoire en 2023 et qu'un quart des aquifères sont considérés comme surexploités. La gouvernance de l'eau, encore très fragmentée, complique la coordination des politiques publiques et l'accès à des données fiables sur cette problématique. Dans un pays où 80% de la population vit en zone urbaine (avec 10 zones métropolitaines de plus d'un million d'habitants), l'approvisionnement en eau potable et le niveau des fuites dans les réseaux urbains représentent des enjeux essentiels pour la population. 2) *Le retard observé dans la transition énergétique (ODD 7 – Énergie propre)*. Le Mexique se distingue par i) un mix énergétique fortement carboné, 90% de l'énergie primaire étant d'origine fossile, malgré un fort potentiel renouvelable, ii) une dépendance marquée aux importations d'hydrocarbures alors que le pays figure parmi les 12 premiers producteurs de pétrole et iii) des défis pour répondre à la hausse de la demande en électricité, un facteur clé de production pour soutenir l'activité économique à moyen terme. Sous la mandature d'AMLO, dans une logique de préservation de la souveraineté nationale, la dynamique de transition énergétique a marqué une pause significative, le gouvernement ayant privilégié le renforcement des actifs de son opérateur électrique public (la CFE - *Comisión Federal de Electricidad*) par rapport aux acteurs du secteur privé. 3) *L'insuffisance actuelle du cadre de réponse en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique (ODD 13 – Action climatique)*. Le Mexique figure parmi les 15 principaux émetteurs mondiaux de GES (Gaz à Effet de Serre) tout en étant particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Bien qu'il soit l'un des rares pays du G20 à ne pas encore avoir adopté de feuille de route pour la neutralité carbone – un objectif potentiellement annoncé en début de mandat de Claudia Sheinbaum, accompagné d'une nouvelle NDC plus ambitieuse en 2025 - des progrès sont envisageables à court terme. À la modeste ambition affichée en matière de transition énergétique, s'ajoute la problématique de la déforestation, liée notamment à certaines filières agricoles telles que l'élevage, l'huile de palme ou la production d'avocats. Banxico a également calculé que près de 70% de la population et du PIB sont exposés à des risques climatiques. Le secteur agricole risque d'être particulièrement affecté avec des baisses des rendements prévues de 5 à 20% d'ici 2050 pour l'agriculture pluviale (maïs et haricot notamment), ce qui pourrait peser sur la souveraineté alimentaire. Le Ministère de l'environnement (SEMARNAT) identifie 480 municipalités (soit 20% des collectivités territoriales) comme hautement vulnérables.

La sécurité, la confiance institutionnelle et le renforcement de l'État de droit (ODD 16- Paix, justice et institutions efficaces) demeurent des défis majeurs que le gouvernement mexicain s'efforce d'adresser. Comme d'autres pays de la région, le Mexique est confronté à l'activité de groupes criminels organisés et à des trafics transnationaux qui affectent le pays et son économie. Ces enjeux ont un impact sur les conditions de développement et de bien-être des populations, et font l'objet d'initiatives de prévention, de coopération internationale et de renforcement des capacités institutionnelles. La récente réforme constitutionnelle et judiciaire, incluant notamment l'élection des juges au suffrage universel, vise à renforcer la redevabilité des magistrats. Elle suscite en parallèle des débats sur ses implications pour l'environnement des affaires et les garanties de neutralité du système judiciaire, questions qui continuent d'alimenter le dialogue institutionnel au Mexique.

Un retard significatif est observable en matière d'inclusion financière (ODD 17 – Mobilisation). Le crédit au secteur privé non bancaire reste modeste au Mexique (42% du PIB), en-dessous de la moyenne des cinq plus grands pays d'Amérique latine (72%). Une part importante de la population n'a pas accès aux services financiers : seuls 37% des adultes possèdent un compte bancaire, contre 55% en Amérique latine et Caraïbes (54% en Bolivie et 70% au Brésil par exemple). Cette situation est encore plus marquée pour les femmes, en milieu rural et dans les régions défavorisées du sud-est du pays. L'accès à des services financiers formels reste limité : seuls 20% des adultes recourent au crédit à travers une institution financière régulée. Plus de 70% des transactions des consommateurs sont effectuées en espèces. Ce manque d'inclusion financière touche également les PME mexicaines : seulement 11% ont accès à des prêts bancaires d'institutions financières. Dans ce contexte les institutions financières non bancaires (IFNB) jouent un rôle clé dans le financement du secteur informel et des PME. Mais depuis 2022, ce segment a été durement touché par une crise de confiance des marchés, déclenchée par la faillite de deux de ses principaux acteurs (AlphaCredit et Crédito Real). Cette situation a entraîné une crise systémique de refinancement de l'ensemble des IFNB, ce qui risque d'affecter l'inclusion financière déjà limitée dans le pays.

1.2 Orientations du Gouvernement Sheinbaum : inflexions autour d'un projet écologiste, humaniste et inclusif

Présidente du Mexique depuis octobre 2024, Claudia Sheinbaum réaffirme les grandes orientations sociales définies par l'administration précédente, tout en apportant des inflexions dans des domaines clés tels que le climat, la transition énergétique, la gestion de l'eau et la réduction des inégalités de genre. Son administration a annoncé se fixer comme priorité le relèvement de l'ambition du pays dans le domaine climatique (un plan d'adaptation et d'atténuation doit être publié en 2025 de même qu'une nouvelle NDC), de la préservation du capital naturel et de la transition énergétique (avec un objectif de 45% d'énergie propre dans le mix à horizon 2030 contre 24% en 2023). Cette inflexion est articulée autour d'un projet écologiste, humaniste et inclusif.

Son gouvernement doit publier d'ici fin mars 2025 un nouveau Plan National de Développement mais a déjà défini plusieurs stratégies sectorielles préfiguratrices (transition énergétique, gestion des ressources en eau, usage des sols) et 10 pôles de développement répartis dans l'ensemble du pays correspondant à la priorisation de filières économiques en fonction de spécificités régionales et à la création de parcs industriels et d'infrastructures de transport. Au vu de la priorité renouvelée accordée à la lutte contre la pauvreté, du retard du système de protection sociale mexicain (assurance maladie, retraite, chômage, prise en charge de la dépendance) par rapport à ses pairs de l'OCDE, et de son ciblage de plus en plus diffus sur les populations les plus pauvres, se pose la question du mode de financement de ces ambitions politiques et donc des tensions potentielles entre les différents ODD.

L'ouverture annoncée aux investissements privés, si elle se concrétise, représentera une autre évolution importante, articulée notamment avec l'idée de mettre ces investissements au service de la transition écologique. Cette évolution reflète un principe de réalisme économique, les besoins de financement du développement du pays ne pouvant être satisfaits uniquement par les ressources de l'Etat et des entreprises publiques. Le changement d'administration s'est rapidement traduit par un réengagement du pays sur la scène internationale (G20, négociations climat ou biodiversité) et par une réouverture au dialogue avec les acteurs de la coopération internationale. Enfin, la première femme Présidente du Mexique a annoncé vouloir réduire les inégalités et les violences basées sur le genre, un objectif aligné avec l'une des priorités de la France au Mexique.

1.3 Le positionnement régional du Mexique

Les évolutions politiques aux États-Unis en 2024 auront des répercussions sur les relations bilatérales Mexique–États-Unis, notamment en matière migratoire, de trafics transnationaux et de commerce. L'interdépendance économique réciproque entre les deux pays favorise toutefois un dialogue pragmatique dans lequel le Mexique cherche à préserver ses intérêts et sa souveraineté tout en consolidant et diversifiant ses partenariats, y compris avec l'UE (la finalisation en janvier 2025 de la négociation d'un accord de libre-échange pour renforcer les relations commerciales entre l'UE et le Mexique « ALE EU-MX » constitue un jalon important à cet égard), l'Amérique du Sud et l'Asie.

Sur le plan économique, le Mexique s'appuie sur sa relation privilégiée avec les États-Unis (excédent commercial de 219 Mds USD en 2023) et mise sur le « *nearshoring* », pour attirer des investissements directs étrangers (IDE) et faire évoluer sa structure productive. Ce phénomène correspond à la relocalisation sur le continent de maillons de chaînes de valeur globales en réponse aux tensions commerciales entre les USA et la Chine, à la crise Covid ainsi qu'à la résurgence de politiques industrielles dans les pays développés. Le Mexique est le pays de la région le mieux positionné pour en tirer profit du fait de sa participation au T-MEC, l'accord commercial avec les États-Unis et le Canada entré en vigueur en 2020 et dont la renégociation en 2025 sera un enjeu majeur. L'objectif est de doubler les IDE d'ici 2030 pour atteindre 80 Mds USD par an. Depuis 2018, 40% des IDE sont provenus des États-Unis, 29% d'Europe et 1% de Chine. Cette dynamique soulève de nombreux défis, parmi lesquels la montée en gamme des exportations pour capter plus de valeur ajoutée (d'après le Ministère des Finances, 80% des exportations consistent aujourd'hui en des matières premières, des produits assemblés sur des chaînes de montage ou de la réexportation de produits importés). L'absence de stratégie nationale sur le *nearshoring* favorise une compétition opportuniste entre les États de la fédération avec un risque de concentration des investissements dans ceux du nord, déjà plus développés, mieux dotés en infrastructures et en capital humain mais également confrontés à des pressions environnementales et à un stress hydrique plus intenses. Le renforcement des standards environnementaux et sociaux appliqués à ces investissements est également un enjeu clé : le *nearshoring* pourrait servir à créer des emplois décents et à accélérer la transition écologique, du fait des exigences des groupes internationaux investissant pour exporter aux USA, en termes de fourniture d'énergie décarbonée par exemple.

Malgré sa position stratégique, le Mexique entretient des relations politiques et commerciales limitées avec les pays d'Amérique centrale, sans véritable intégration économique à ce jour. L'agence publique AMEXCID créée en 2011 coordonne les efforts de coopération internationale du Mexique en Amérique centrale, dans les Caraïbes et en Amérique du sud, dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la science et de la lutte contre la pauvreté. Parmi les principaux enjeux de cette relation figure la question migratoire, qui constitue également un axe prioritaire de la politique américaine dans la région, aux côtés de la lutte contre le crime organisé. Le Mexique est à la fois pays d'accueil, de départ et de passage pour les migrants vers les États-Unis. L'absence de politique migratoire commune avec les autres pays de la région persiste, même si le Mexique collabore avec certains pour répliquer ses programmes phares de transferts monétaires et d'insertion professionnelle tels que « *Sembrando vida* » ou « *Jóvenes creando futuro* ».

Par ailleurs, sur la scène internationale, le pays, qui est membre du G20, adopte une posture distinctive de non alignement (y compris vis-à-vis des BRICS+), tout en revendiquant une appartenance au « Sud global ».

1.4 Un partenaire stratégique de la France dans la région

Le Mexique est un pays émergent qui compte sur la scène internationale et avec qui se discutent les réponses en termes d'enjeux globaux. Historiquement engagé en faveur du respect du droit international et du multilatéralisme, le Mexique partage avec la France de nombreuses valeurs et principes en matière de politique étrangère, comme la volonté de se montrer « puissance d'équilibre ». Malgré un recul notable de sa présence sur la scène internationale durant la présidence AMLO, le Mexique partage la position de la France sur nombre de dossiers (ex. santé, biodiversité, action climatique ou protection des océans) et se distingue par une politique extérieure féministe, comme la France. Il s'est révélé être un allié, en 2015, pour promouvoir l'adoption de l'accord de Paris sur le climat. La France, via l'ambassade, cherchera à susciter et saisir les opportunités diplomatiques présentées par la nouvelle administration Sheinbaum pour renforcer le dialogue politique bilatéral et développer des actions communes dans les enceintes internationales et sur les enjeux globaux.

Deuxième partenaire commercial de la France en Amérique latine, le Mexique héberge la plus grande communauté française de la région (40 000 personnes) et accueille de nombreux investissements français. Avec plus de 700 entreprises françaises (dont 38 membres du CAC40), générant un chiffre d'affaires annuel de 25 Mds EUR et 180 000 emplois directs, la présence économique française au Mexique est significative. Par ailleurs, le Mexique est la seconde destination des investissements français dans la zone (11 Mds EUR entre 2019 et 2024). Les intérêts économiques français concernent plusieurs secteurs tels que l'énergie, l'automobile, l'aéronautique, l'assurance, l'alimentaire, la santé ou les services urbains. Des entreprises françaises ont également su se positionner sur quelques-uns des grands projets d'infrastructures et d'autres opportunités devraient se concrétiser lors du prochain sextennat. A titre d'exemple, les projets des principales entreprises françaises présentes dans le secteur énergétique au Mexique (Engie, EDF Renewables, Neoen et Reden Solar) représentent un montant global d'investissements estimé à plus de 2 Mds EUR. Entre 2019 et 2023, le Mexique a été le premier pays contributeur de la région en retombées économiques des financements AFD pour des entreprises françaises avec 128 MEUR. Autre exemple, en 2019 Proparco a signé avec Engie un prêt de 60 MUSD pour plusieurs projets d'énergie renouvelable (solaire et éolien). La mobilisation d'expertises françaises contribue également à orienter la formulation des politiques et à créer un environnement favorable aux entreprises françaises. L'expérience française en matière de partenariats public-privé pourra également être valorisée pour répondre aux enjeux de financement du développement dans le pays. L'action du Groupe s'inscrit dans les priorités du Comité Stratégique Franco-Mexicain (depuis 2012) et du dialogue économique et financier de haut niveau (depuis 2018) entre le Ministère des Finances Mexicain et la DGT française (dernière édition en 2023).

Dans un contexte extrêmement compétitif, où les Etats-Unis, le Canada et la Chine ainsi que d'autres pays européens bénéficient d'avantages notables, la dynamisation de la relation bilatérale nécessitera un investissement soutenu. Cette relation peut capitaliser sur un lien culturel historique, une francophilie réelle et un intérêt des élites mexicaines pour les « modèles français » (d'enseignement, technologiques, de protection de l'environnement ou de protection sociale notamment). Dans ce contexte, la célébration du 200^{ème} anniversaire des relations diplomatiques bilatérales en 2026 sera une occasion à exploiter pour favoriser un resserrement des liens culturels, économiques et de coopération entre nos deux pays.

2. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT AU MEXIQUE ET POSITIONNEMENT DU GROUPE AFD

2.1 Mécanismes de financement du développement

Le financement du développement relève principalement de l'Etat fédéral, des banques publiques de développement, des Etats fédérés, des Institutions Financières Internationales et du secteur privé. Les revenus des Etats fédérés proviennent majoritairement de transferts de l'Etat fédéral (85% en 2023), à l'exception de la ville de Mexico, où la fiscalité locale représente 45% des recettes. Cette configuration traduit une centralisation importante des moyens et de la prise de décision d'investissement au niveau fédéral. Les besoins de financement de l'Etat fédéral (hors recettes fiscales) et des banques publiques de développement sont couverts pour l'essentiel par des émissions obligataires sur le marché national et, dans une moindre mesure, par des financements extérieurs en devises au travers d'émissions sur les marchés et d'emprunts aux banques de développement multilatérales et bilatérales. La part des ressources contractées par l'Etat auprès des bailleurs est mécaniquement faible, la relation avec ces

derniers étant privilégiée sur des sujets innovants. En parallèle, la faiblesse des ressources fiscales restreint fortement les marges de manœuvre budgétaires de l'Etat. Le niveau des recettes fiscales du Mexique (17% du PIB) est le plus bas des pays de l'OCDE (dont la moyenne se situe à 34%) et inférieur à la moyenne des pays latino-américains (22%). Ces ressources limitées restreignent les capacités de l'Etat à investir dans les domaines clés pour la productivité économique (éducation, transport, numérique...) ainsi que dans les politiques sociales et la sécurité. Dans ce contexte, le poids de la dette dans les finances publiques a significativement augmenté, passant de 34,8 % du PIB en 2012 à 46,4 % en 2018 et près de 58% en 2024.

En termes d'enjeux de soutenabilité de la dette publique et perspectives de réforme fiscale, les analystes considèrent globalement soutenable la situation financière du pays mais expriment des préoccupations quant à l'augmentation de son niveau d'endettement. D'autant plus que ces dernières années, l'Etat a engagé des dépenses substantielles pour soutenir l'entreprise pétrolière publique PEMEX au travers de crédits d'impôts, du financement de nouveaux actifs et de recapitalisations (4 Mds USD en 2023 et 11 Mds USD en 2024) afin de compenser un flux de trésorerie négatif et de refinancer une dette colossale de 100 Mds USD (15% de la dette publique du pays). L'Etat en est garant, et la moitié de cette dette doit être remboursée dans les quatre prochaines années. Cette situation pourrait avoir un impact sur la notation du risque de crédit souverain. Ceci pourrait conduire le Mexique à diversifier ses sources de financement pour les projets d'infrastructures en recourant davantage aux bailleurs et, de façon « encadrée », aux capitaux privés. Le Groupe AFD contribue, aux côtés d'autres acteurs, à proposer des montages financiers à l'Etat. Une réforme fiscale apparaît nécessaire d'ici la fin du mandat pour soutenir l'engagement à financer de grandes infrastructures et à étendre les programmes de transferts sociaux. De nombreux experts appellent par ailleurs à une plus grande progressivité du système fiscal, dans un contexte où une part importante des subventions (sur les prix de l'eau ou de l'énergie) produit un effet régressif qui accentue les inégalités. Cette réforme est toutefois absente pour le moment du programme du gouvernement qui, à l'instar de son prédécesseur, privilégie l'austérité budgétaire et la lutte contre la fraude fiscale pour redresser les finances publiques, réduire le déficit et maîtriser la trajectoire de la dette publique.

Le Mexique possède un système financier sophistiqué et relativement solide mais marqué par un déficit significatif d'inclusion. La présence de grandes banques étrangères renforce la stabilité du système bancaire et limite les risques de liquidité. Sous l'impulsion de la Banque centrale (Banxico) et du Ministère des Finances (SHCP), les acteurs du système financier mexicain ont amorcé ces dernières années une démarche d'alignement avec les ODD dans le cadre du Comité de Finances Durables (CFS) pour le secteur public et du Conseil Mexicain de Finances Durables (CMFS) pour le secteur privé. Banxico apporte notamment la perspective du NGFS (Network of Central Banks and Supervisors for Greening the Financial System, créé lors du One Planet Summit de Paris en 2017), réseau de plus de 140 banques centrales et superviseurs, pour le verdissement du système financier, qu'elle a contribué à créer aux côtés de la Banque de France. La SHCP a de son côté défini, avec le concours de plusieurs bailleurs dont l'AFD, une taxonomie durable, publiée en 2023, inspirée de la taxonomie européenne. Elle a également élaboré une « stratégie de mobilisation de financements durables », qui comprend des activités différenciées pour les secteurs public et privé, ainsi que des objectifs pour l'investissement durable à l'horizon 2030. Aujourd'hui les efforts portent sur une intégration renforcée de ces instruments au service de la transition écologique.

2.2 Le Groupe AFD au Mexique

L'AFD a engagé depuis 2009 plus de 2,7 Mds d'euros de financements au Mexique, dont 60% de prêts à l'Etat, qui représente une des cinq premières expositions souveraines de l'Agence. Ces prêts ont pris la forme de Financements Budgétaires de Politique Publique équilibrés avec des opérations d'investissement direct (CFE) et indirect (via des Banques Publiques de Développement) permettant un dialogue stratégique sectoriel global et transformationnel. L'opérateur électrique mexicain CFE a par ailleurs contracté cinq prêts avec l'AFD en 15 ans pour un total de 815 MEUR. Sur la période 2020 - 2024, le volume d'engagement a représenté plus de 1 Mds EUR de prêt (200 MEUR par an en moyenne), dont la moitié en souverain et l'autre en non souverain. Les principaux clients de l'AFD sont le Ministère des Finances (avec 50% de l'encours), la CFE, et trois banques publiques de développement : FIRA (banque du secteur agricole), NADBank (banque des infrastructures du nord du pays) et NAFIN (banque des PME). Ces prêts s'accompagnent d'une riche activité de coopération technique et de production intellectuelle, ayant permis d'acquérir une légitimité et un haut niveau de dialogue de politique publique dans les domaines de l'action climatique et énergétique, de la préservation de l'environnement et des finances durables. Par ailleurs, le dialogue au sein de l'Equipe Europe, notamment autour de l'initiative UE *Global Gateway* dont les priorités au Mexique (énergie, finance durable, économie circulaire ou encore santé), est déterminant pour l'avenir. Dans ce contexte, l'AFD a pris le lead fin 2024 de la Team Europe Énergie. L'Europe pourrait en effet devenir un allié stratégique pour le Mexique, dans un contexte de diversification des relations souhaitée par le Mexique.

Depuis 2009, **Proparco** a financé 15 projets au Mexique, représentant environ 320 millions d'euros, au bénéfice d'entreprises, des fonds d'investissements, des institutions financières et des projets privés dans les secteurs de l'agroforesterie, de l'éducation, des énergies renouvelables, de l'inclusion financière, du logement et du numérique. Proparco dispose au Mexique d'une offre de financement diversifiée à destination des acteurs privés (capital, dette, garanties, financements corporate ou project finance), en monnaie forte ou locale. Proparco bénéficie d'un solide partenariat avec les autres Institutions Financières de Développement (DFI) présentes au Mexique, notamment la BID Invest et la DEG (apport d'affaires et accords de cofinancements). La stratégie 2023-2027 de Proparco en Amérique latine s'articule autour de deux axes, également déclinés au Mexique :

- Axe "Planète" : financer la lutte contre le changement climatique, soutenir l'adaptation au changement climatique, appuyer les trajectoires de transition, de décarbonation et investir dans la protection de la biodiversité ;
- Axe "Égalité" : promouvoir la réduction des inégalités socio-économiques, territoriales et de genre en investissant dans l'accès aux biens (alimentation de base, médicaments...), services (éducation, santé, inclusion financière...) et infrastructures essentielles (eau, assainissement, électricité, transport, numérique...).

Expertise France (EF) dispose d'une implantation plus récente dans le pays. Cette filiale exécute six programmes régionaux pour un montant total de 52 MEUR (financement UE), dont une partie concerne le Mexique ainsi que des activités d'assistance technique mobilisant des fonds de l'AFD (notamment en accompagnement de prêts de politique publique). EF intervient principalement dans le pays sur l'agenda social et inégalités (emplois décents, capital humain, justice, protection des défenseurs de droit, fiscalité...), et principalement sur financements européens (85% du volume d'activité dans le pays : projets nationaux ou déclinaison locale de programmes multipays). EF nourrit un dialogue rapproché avec la DUE. Ce dialogue est renforcé par des échanges réguliers avec AMEXCID, qui se sont traduits par un accord signé lors de la visite au Mexique du Directeur Général d'EF en mars 2024. EF gère par ailleurs le dispositif des ETI (Experts Techniques Internationaux) français.

3. STRATÉGIE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU MEXIQUE

Cette nouvelle stratégie d'intervention pour la période 2025-2030 prend en compte :

- Les priorités du Mexique en lien avec les Objectifs de Développement Durable, tels que la correction des faiblesses structurelles de son modèle de développement ou l'expression au Mexique des enjeux des agendas globaux et régionaux, ainsi que les orientations stratégiques du gouvernement Sheinbaum reflétées dans son Plan National de Développement et les besoins de financement correspondants.
- La valeur ajoutée du Groupe AFD au Mexique en lien avec son mandat, ses outils d'intervention ainsi que sa capacité à mobiliser de l'expertise française, à renforcer la relation franco-mexicaine et à développer des partenariats techniques et financiers.
- Les échanges menés au cours de l'année 2024 avec le Ministère des finances, nos principales contreparties dans le pays et les autres bailleurs pour approfondir le positionnement du Groupe. L'AFD cherchera notamment à définir avec le Ministère des finances une programmation pluriannuelle sur la période 2025-2028, pour plus de visibilité à moyen terme.

Sur la période de mise en œuvre du CIP, le Groupe AFD mobilisera son offre de financement pour accompagner le Mexique dans une évolution de son modèle de développement afin d'accélérer une transition vers une économie bas-carbone et résiliente, ralentir la dégradation du patrimoine naturel et de réduire les inégalités. L'AFD se fixe trois objectifs opérationnels (3.1 à 3.3), un objectif transversal (3.4).

3.1 Axe 1 - Action climatique

L'action climatique, en termes d'atténuation et d'adaptation, a été l'un des marqueurs des interventions du Groupe au Mexique depuis l'ouverture de l'agence en 2009. Il a su se positionner comme un interlocuteur privilégié des autorités pour la formulation de politiques publiques, ainsi que de la CFE (opérateur électrique) et des acteurs privés pour le financement de projets d'énergies renouvelables. Dans ce contexte, le Groupe cherchera à accompagner le rehaussement du niveau d'ambition du pays dans ce domaine et articulera son action autour de quatre activités:

- **Poursuivre le financement des projets d'énergie renouvelable et de la croissance du réseau électrique, tout en renforçant notre appui sur le plan institutionnel.** Depuis 2011, l'AFD a développé un partenariat solide avec la CFE avec cinq prêts non souverains représentant plus de 800 MEUR d'engagements (pour le financement de projets d'infrastructures), accompagnés de coopérations techniques mises en œuvre par des acteurs français comme EDF ou RTE. Cette relation privilégiée, unique au sein des bailleurs, confère à la France une position respectée dans le dialogue sectoriel. L'offre de l'Agence devra évoluer du financement d'infrastructures vers une approche plus stratégique visant à renforcer l'ambition de la CFE et de la SENER en matière de transition énergétique (planification, schéma d'investissements en partenariats public-privé (PPP), innovations technologiques, modernisation et évolution de son modèle).
- **Favoriser la convergence des agendas énergétiques et sociaux, à travers l'accompagnement d'une dynamique mexicaine de Transition Énergétique Juste (TEJ).** Le Groupe AFD est particulièrement bien positionné pour chercher à faire avancer l'agenda énergétique en l'abordant avec une dimension de justice sociale, qui articule la mise en place de politiques volontaristes en matière de financement avec des mesures d'accompagnement en termes d'évolution des emplois, des filières, de réduction des inégalités (notamment de genre) et d'aménagement du territoire. Il peut capitaliser sur i) une légitimité liée aux opérations réalisées dans les secteurs de l'énergie ou des finances vertes et aux travaux de recherche sur les impacts macro-économiques et sociaux (ex. effet redistributif) des politiques de TEJ, ii) un partenariat historique avec la CFE ; iii) une connaissance fine de Proparco des acteurs privés, notamment français, du secteur des énergies renouvelables ; et iv) l'expérience de l'accompagnement d'autres pays émergents tels que l'Afrique du Sud dans le cadre de dynamiques de « JET-P » (*Just Energy Transition Partnership*).
- **Valoriser les opportunités économiques des nouvelles chaînes de valeur « vertes » liées au *nearshoring* et à l'économie circulaire, à travers l'apport d'expertise notamment française, l'intermédiation bancaire ou des montages public-privé.** Le positionnement sur l'énergie du Groupe AFD permettra d'accompagner le développement au Mexique de nouvelles filières dans les domaines de l'efficacité énergétique dans le bâtiment (ligne de crédit NAFIN accompagné d'un appui institutionnel dans le cadre du programme PEEB Cool – Fonds vert), la mobilité électrique, l'hydrogène vert ou les minerais de la transition (notamment lithium), sujets sur lesquels le Groupe pourrait apporter de l'expertise en lien avec des entreprises et institutions françaises telles que le BRGM ou Hydrogène de France. La dynamique de réouverture aux investissements privés dans le secteur devrait permettre à Proparco de réinvestir le secteur énergétique dans la continuité des appuis de l'AFD et d'EF au renforcement du cadre de planification de la transition énergétique. L'économie circulaire (EC) a quant à elle été présentée comme une priorité de la nouvelle administration pour répondre aux enjeux de réduction des émissions de GES dans les secteurs non énergétiques et de renforcement de la compétitivité des entreprises dans le cadre d'une politique industrielle ou agricole plus verte. L'AFD, qui travaille sur cette thématique depuis 2022 avec la SEMARNAT (Ministère de l'Environnement), est particulièrement bien positionnée pour faire avancer cet agenda qui pourrait également se traduire par des opportunités de financements pour Proparco et d'affaires pour les groupes français implantés au Mexique. Un ETI a également été mobilisé sur le sujet par l'Ambassade et un MoU signé en 2024 entre l'Ambassade et l'Etat du Nuevo León pour favoriser les échanges franco-mexicains dans ce domaine.
- **Renforcer la résilience des territoires, des infrastructures, des organisations et des populations vulnérables au changement climatique.** Entre 2021 et 2024, l'AFD a mis en œuvre, avec l'appui d'Expertise France, un prêt de politique publique pour améliorer la résilience des populations face aux vulnérabilités sociales et climatiques du pays au travers de mécanismes institutionnels, techniques et financiers. Ce projet a notamment permis l'élaboration d'un atlas des risques au niveau de certaines municipalités et l'expérimentation de produits assurantiels adaptés. Le Groupe pourra capitaliser sur l'expérience de l'AFD et d'EF dans le domaine de la Réduction des Risques de Catastrophes (RCC) et Protection Sociale Adaptative (PSA) pour accompagner les réflexions du gouvernement sur les enjeux d'adaptation, ainsi que la prévention et la gestion des inondations, sécheresses et cyclones dont la fréquence et l'intensité augmentent.

3.2 Axe 2 - Territoires ruraux, biodiversité et océan

L'action du Groupe dans ce domaine contribuera à améliorer la gestion intégrale d'écosystèmes terrestres et marins sains et productifs. Sur la base de solides partenariats existants, elle cherchera à faire converger, de manière cohérente, des actions de conservation intégrant les dynamiques socio-économiques des territoires et l'intégration des enjeux climatiques et de biodiversité par les acteurs des secteurs productifs agricole, de la pêche et de l'élevage. Elle s'articulera autour de quatre thématiques :

- **Renforcer les outils de gestion intégrale des paysages pour la protection des écosystèmes naturels et la valorisation des services écosystémiques desquels dépend le bien-être humain.** Depuis plus de 10 ans, l'AFD intervient sur cette thématique au côté du gouvernement mexicain à travers des prêts accompagnés de projets pilotes dans une quinzaine d'Etats de la fédération pour tester avec les autorités locales des

innovations, inspirées de l'expérience française et européenne, sur les modèles de gestion forestière (2010), de protection de la nature (2012) et de connectivité écologique (2017). Ces modèles, tels que le « paysage bioculturel » (inspiré des Parcs Naturels Régionaux) ou les « intercommunalités », promeuvent une gouvernance participative en concertation avec les populations locales, des pratiques agricoles durables et le concept des trames vertes et bleues. Le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et son objectif « 30x30 » (protéger 30% des terres et 30% des océans d'ici 2030) constituent une opportunité de valoriser ces acquis et de contribuer à la diffusion au Mexique de ces modèles de gestion, en lien avec les objectifs annoncés par le nouveau gouvernement.

- **Intégrer les enjeux de biodiversité dans les secteurs productifs en promouvant des pratiques agricoles durables.** L'AFD travaille avec FIRA (la banque de développement du secteur rural), via des lignes de crédit accompagnées d'assistance technique, sur le financement d'investissements durables et plus résilients au changement climatique. Fort de ce partenariat et de son caractère démonstratif, elle interviendra auprès des acteurs du système financier sur la prise en compte des enjeux de biodiversité au sein de leur portefeuille, en articulation avec l'axe 3 de cette stratégie. L'AFD cherchera également à accompagner la SADER (Ministère de l'agriculture) dans la mise en œuvre de ses politiques de promotion de l'agroécologie, de la bioéconomie et, plus généralement, sur les enjeux de durabilité du modèle agricole mexicain.
- **Protéger les océans et les ressources halieutiques.** L'AFD cherchera à renforcer son positionnement sur l'agenda océan mexicain en lien avec les positions défendues par la France à l'échelle internationale (notamment via l'organisation de l'UNOC en 2025) et à favoriser les échanges d'expérience franco-mexicains sur ces questions. Depuis 2022, l'AFD travaille à la promotion de la pêche durable dans le cadre d'un appui à la consolidation d'un système national de zones de refuges de pêche (ZRP) permettant un renouvellement des stocks halieutiques.
- **Gérer durablement et préserver les ressources en eau.** La question de la disponibilité et de la qualité de l'eau est devenue un enjeu critique au Mexique pour la population et les acteurs économiques. Alors que la nouvelle Présidente a annoncé en novembre 2024 la mise en œuvre d'un vaste Plan National Hydrique 2024 - 2030, l'Ambassade souhaite accroître la présence de la France sur le sujet. Cela pourrait offrir au Groupe AFD l'opportunité d'investir cette thématique et de valoriser les savoir-faire français pour répondre au déficit d'investissements dans les infrastructures d'eau et d'assainissement. L'AFD pourrait également intervenir sur la gestion intégrée des bassins versants et du couvert forestier (en capitalisant sur les dialogues de politique menés dans le cadre d'interventions antérieures ainsi que sur les coopérations avec la CFE pour la gestion des barrages en lien avec l'expertise française dans le domaine), afin d'optimiser la gestion de l'eau et d'améliorer le niveau de recharge des nappes phréatiques.

3.3 Axe 3 - Finances durables

Capitalisant sur son rôle au sein de l'*International Development Finance Club* (IDFC) et du sommet annuel Finance en Commun (FiCS), ainsi que sur son implication dans les travaux du NGFS, le Groupe poursuivra la mobilisation des acteurs du système financier mexicain au service de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cet axe de travail s'articulera autour de deux activités :

- **Offrir des financements aux banques de développement mexicaines, organismes publics et institutions financières privées sous la forme de lignes de crédit thématiques pour accompagner leur dynamique d'alignement avec les ODD.** Alors que les enjeux d'équipement du pays en infrastructures sont au cœur des priorités du gouvernement (énergie, eau, transport, logement, déchets, nearshoring), la politique d'austérité et de consolidation budgétaire renforce le rôle des institutions financières publiques et privées dans l'effort de financement. Le Groupe proposera des lignes de crédit (en prêts) thématiques focalisées sur les problématiques d'action climatique, de transition énergétique, de préservation des ressources naturelles ou d'inclusion financière, en partenariat avec des financements de l'UE ou du GCF (Fonds Vert pour le Climat) afin d'accompagner ces acteurs dans leur positionnement sur de nouveaux marchés, le renforcement de leurs processus internes (y compris E&S ou de lutte contre le blanchiment et la criminalité). Un des enjeux pour le Groupe dans les prochaines années sera également de consolider nos relations-clients avec le secteur financier mexicain.
- **Accompagner le Ministère de Finances, la banque centrale (Banxico) et les superviseurs et régulateurs du système financier dans l'animation de la dynamique de mobilisation de finance durable et d'innovation financière.** L'AFD a développé ces dernières années plusieurs coopérations, conférences et actions de renforcement de capacités relatifs aux liens entre le système financier et l'action climatique, les risques de transition, l'exposition aux risques de dégradation de la biodiversité et des services écosystémiques ou encore à l'inclusion financière. Fort de cette légitimité, le Groupe renforcera son positionnement auprès des différents acteurs de l'écosystème financier dans une logique de renforcement de leurs capacités pour intégrer les meilleures pratiques en termes de finance durable en s'inspirant notamment des travaux du Groupe sur l'innovation financière, des recommandations de l'IDFC, du FiCS et du NGFS.

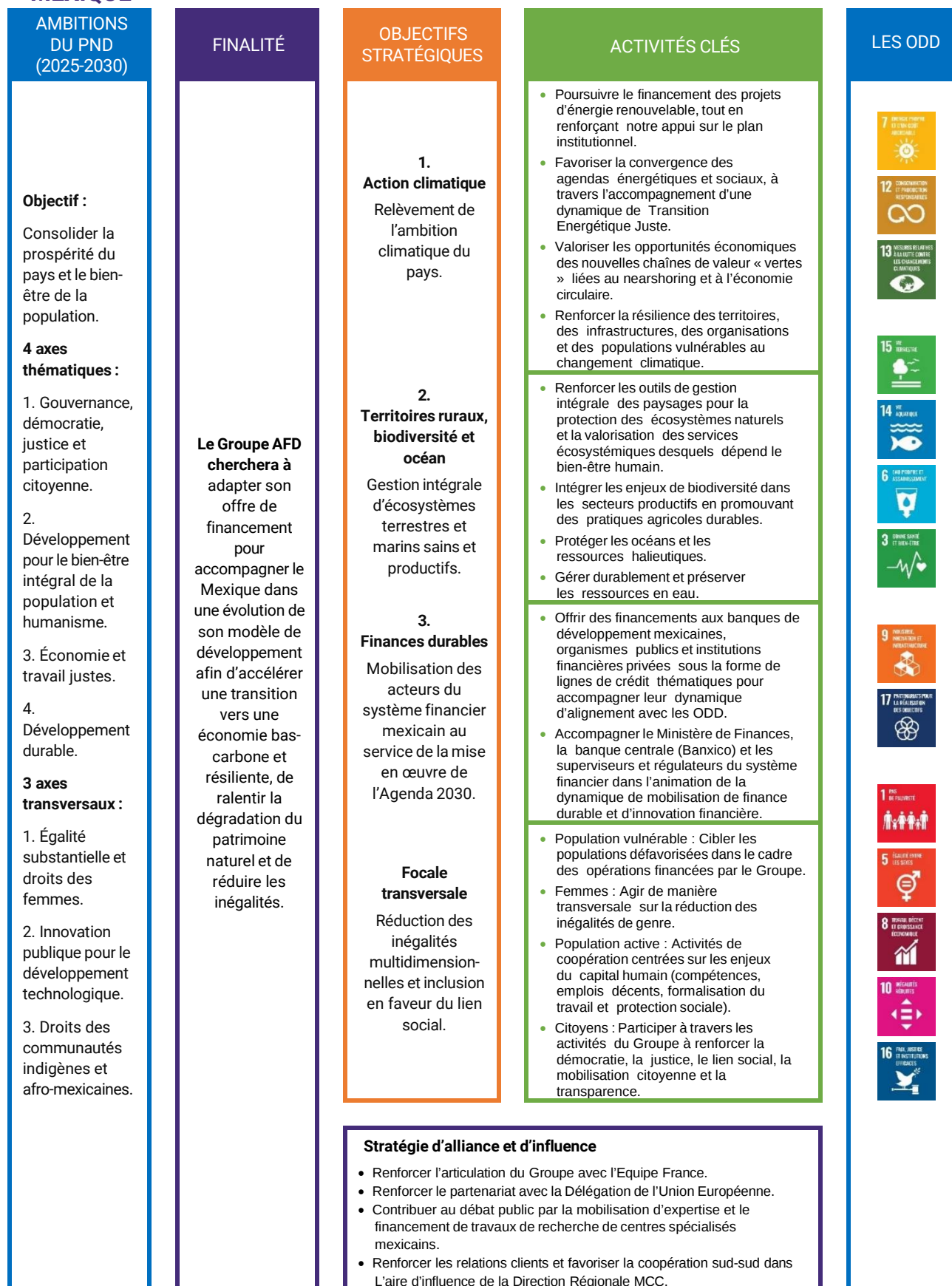
3.4 Focale transversale - Inégalités et lien social

Le Groupe AFD abordera ces enjeux de façon transversale aux trois axes opérationnels, sous l'angle des publics-cible suivants :

- « Populations vulnérables » : cibler les plus pauvres (ou les migrants) dans le cadre des opérations financées par l'AFD et Proparco, mises en œuvre à travers les axes 1, 2 et 3. Le Groupe cherchera à favoriser la prise en compte de la dimension juste des transitions ainsi que l'accès aux biens et services sociaux essentiels pour les populations défavorisées, dans certains territoires ou à travers l'inclusion financière.
- « Femmes » : agir de manière transversale sur la réduction des inégalités de genre, étant donné la prégnance de cette problématique au Mexique ainsi que les engagements de la France et de l'AFD dans ce domaine. La mise en place dès janvier 2025 d'un nouveau Ministère « des femmes » est un signal fort.
- « Population active » : mettre en œuvre des activités de coopération centrées sur le capital humain (compétences, emplois décents et formalisation du travail) en particulier dans le cadre du *nearshoring*. Expertise France appuie depuis 2024, via le programme européen EU4DecentWork, le Ministère du Travail (STPS) sur le relèvement des standards de droit du travail et de protection sociale, ainsi que l'identification des compétences utiles au développement des secteurs industriels, du tourisme ou de l'agroalimentaire. Le Groupe est également mobilisé sur le renforcement des politiques de prise en charge de la dépendance avec les Ministères des Finances et du Travail.
- « Citoyens » : participer à travers les activités du Groupe à renforcer la démocratie, la justice, le lien social, la mobilisation citoyenne et la transparence. Cet enjeu est fondamental au Mexique. Le Groupe l'aborde notamment sous l'angle de l'opérationnalisation de l'accord d'Escazu sur la justice environnementale et climatique. L'AFD explorera également ces thématiques en finançant des actions portées par des ONG françaises et locales (par exemple avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) ou par des collectivités locales françaises. EF est également présent sur la lutte contre le crime organisé via la mise en œuvre d'un programme européen (El PACCTO).

4. ANNEXES

ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE DE LA STRATÉGIE 2025-2030 DU GROUPE AFD AU MEXIQUE

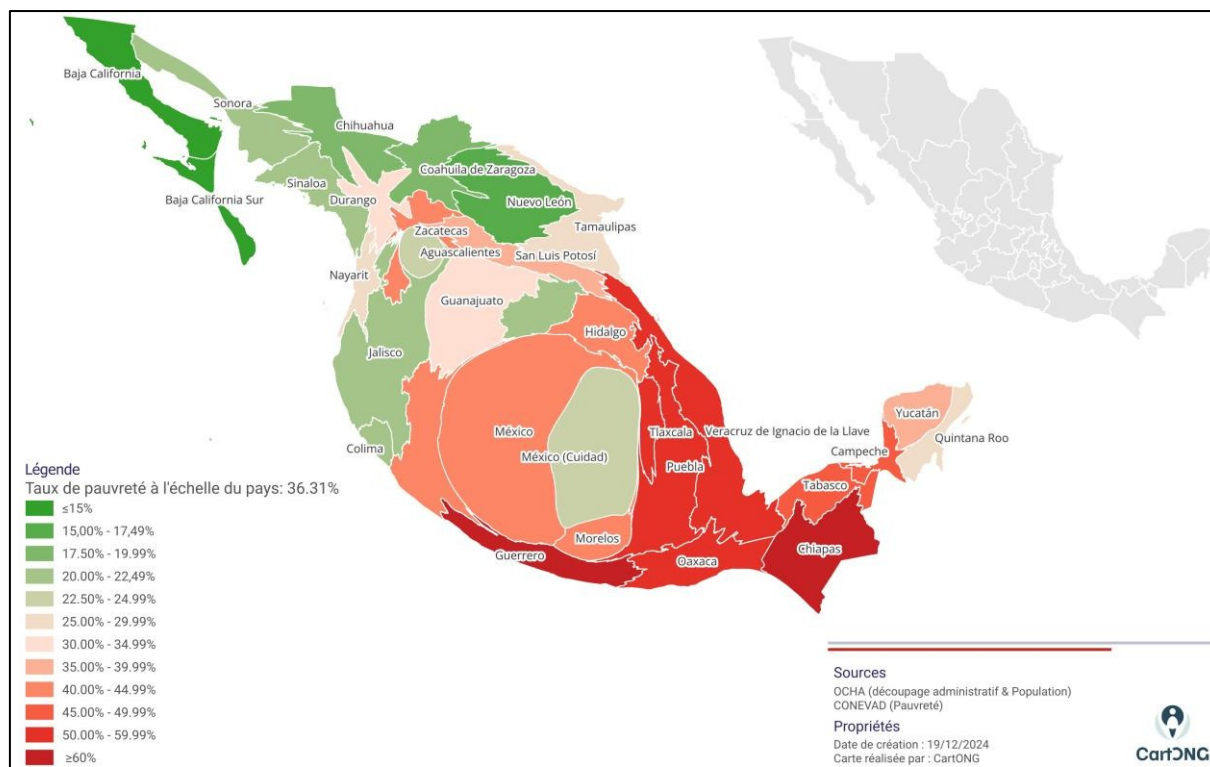


ANNEXE 2 : RESSOURCES CARTOGRAPHIQUES

Délimitations administratives des 32 Etats de la fédération :



Représentation en anamorphose ⁽¹⁾ du nombre d'habitant de chaque Etat et taux de pauvreté par Etat (données 2022) :



(1) La taille de chaque Etat est proportionnelle à son nombre d'habitants, le taux de pauvreté est représenté en couleur.

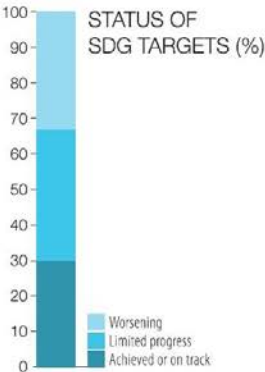
Identification des Etats dans lesquels ont été mis en œuvre des projets financés par le Groupe AFD entre 2019 et 2024 (hors projets ayant une couverture nationale) :



ANNEXE 3 : NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU MEXIQUE

Source : Fiche pays Mexique du “Sustainable Development Report” (<https://dashboards.sdgindex.org/sustainable-development-report-2024.pdf>)

OVERALL PERFORMANCE



AVERAGE PERFORMANCE BY SDG

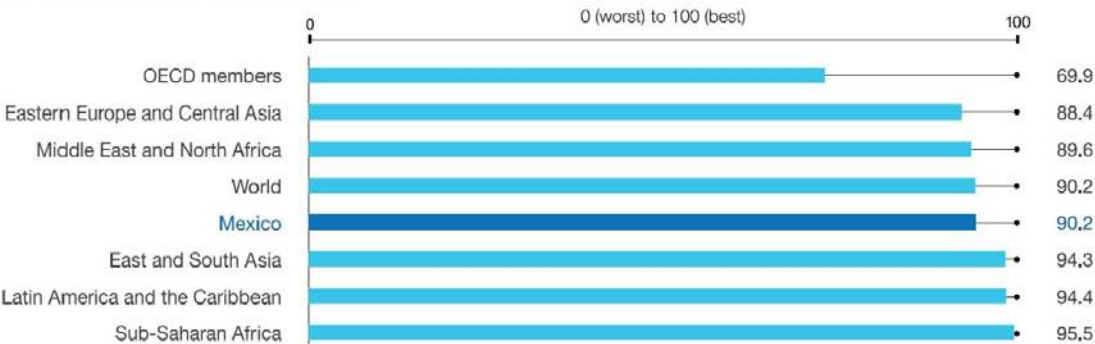


SDG DASHBOARDS AND TRENDS

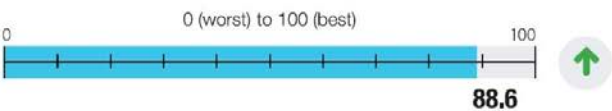


Note: The full title of each SDG is available here: <https://sdgs.un.org>

INTERNATIONAL SPILLOVER INDEX



STATISTICAL PERFORMANCE INDEX



MISSING DATA IN SDG INDEX

1%

MEXICO

Performance by Indicator

SDG1 – No Poverty				SDG9 – Industry, Innovation and Infrastructure			
	Value	Year	Rating Trend		Value	Year	Rating Trend
Poverty headcount ratio at \$2.15/day (2017 PPP, %)	5.7	2024	● ↓	Rural population with access to all-season roads (%)	99.2	2024	● ●
Poverty headcount ratio at \$3.65/day (2017 PPP, %)	9.2	2024	● ↓	Population using the internet (%)	78.6	2022	● ●
Poverty rate after taxes and transfers (%)	16.6	2020	● ↓	Mobile broadband subscriptions (per 100 population)	94.0	2022	● ●
SDG2 – Zero Hunger				Logistics Performance Index: Infrastructure score (worst 1–5 best)	2.8	2023	● ●
Prevalence of undernourishment (%)	2.5	2021	● ●	The Times Higher Education Universities Ranking: Average score of top 3 universities (worst 0–100 best)	33.2	2024	● ●
Prevalence of stunting in children under 5 years of age (%)	12.8	2021	● ●	Articles published in academic journals (per 1,000 population)	0.2	2022	● ●
Prevalence of wasting in children under 5 years of age (%)	1.7	2021	● ●	Expenditure on research and development (% of GDP)	0.3	2022	● ●
Prevalence of obesity, BMI ≥ 30 (% of adult population)	36.0	2022	● ●	Researchers (per 1,000 employed population)	0.8	2017	● ●
Human Trophic Level (best 2–3 worst)	2.3	2021	● ●	Triadic patent families filed (per million population)	0.1	2020	● ●
Cereal yield (tonnes per hectare of harvested land)	4.0	2022	● ●	Gap in internet access by income (percentage points)	59.8	2012	● ●
Sustainable Nitrogen Management Index (best 0–1.41 worst)	0.8	2018	● ●	Female share of graduates from STEM fields at the tertiary level (%)	30.6	2017	● ●
Yield gap closure (% of potential yield)	NA	NA	● ●	SDG10 – Reduced Inequalities			
Exports of hazardous pesticides (tonnes per million population)	4.1	2021	● ●	Gini coefficient	45.4	2020	● ●
SDG3 – Good Health and Well-Being				Palma ratio	2.1	2020	● ●
Maternal mortality ratio (per 100,000 live births)	59.1	2020	● ●	Elderly poverty rate (% of population aged 66 or over)	19.8	2020	● ●
Neonatal mortality rate (per 1,000 live births)	7.8	2022	● ●	SDG11 – Sustainable Cities and Communities			
Mortality rate, under-5 (per 1,000 live births)	12.8	2022	● ●	Proportion of urban population living in slums (%)	17.6	2020	● ●
Incidence of tuberculosis (per 100,000 population)	28.0	2022	● ●	Annual mean concentration of PM2.5 (µg/m³)	17.4	2022	● ●
New HIV infections (per 1,000 uninfected population, all ages)	0.2	2022	● ●	Access to improved water source, piped (% of urban population)	99.1	2022	● ●
Age-standardized death rate due to cardiovascular disease, cancer, diabetes, or chronic respiratory disease in adults aged 30 to 70 years (%)	15.6	2019	● ●	Population with rent overburden (%)	18.4	2020	● ●
Age-standardized death rate attributable to household air pollution and ambient air pollution (per 100,000 population)	45	2019	● ●	Urban population with access to points of interest within a 15min walk (%)	60.1	2024	● ●
Traffic deaths (per 100,000 population)	12.0	2021	● ●	Population with convenient access to public transport in cities (%)	33.3	2020	● ●
Life expectancy at birth (years)	70.2	2021	● ●	SDG12 – Responsible Consumption and Production			
Adolescent fertility rate (births per 1,000 females aged 15 to 19)	44.1	2020	● ●	Electronic waste (kg/capita)	9.7	2019	● ●
Births attended by skilled health personnel (%)	87.5	2022	● ●	Production-based air pollution (DALYs per 1,000 population)	1.1	2024	● ●
Surviving infants who received 2 WHO-recommended vaccines (%)	86	2022	● ●	Air pollution associated with imports (DALYs per 1,000 population)	2.3	2024	● ●
Universal health coverage (UHC) index of service coverage (worst 0–100 best)	75	2021	● ●	Production-based nitrogen emissions (kg/capita)	27.4	2024	● ●
Subjective well-being (average ladder score, worst 0–10 best)	7.0	2023	● ●	Nitrogen emissions associated with imports (kg/capita)	8.9	2024	● ●
Gap in life expectancy at birth among regions (years)	3.2	2021	● ●	Exports of plastic waste (kg/capita)	NA	NA	● ●
Gap in self-reported health status by income (percentage points)	NA	NA	● ●	Non-recycled municipal solid waste (kg/capita/day)	NA	NA	● ●
Daily smokers (% of population aged 15 and over)	8.6	2021	● ●	SDG13 – Climate Action			
SDG4 – Quality Education				CO ₂ emissions from fossil fuel combustion and cement production (tCO ₂ /capita)	4.0	2022	● ●
Participation rate in pre-primary organized learning (% of children aged 4 to 6)	99.6	2021	● ●	GHG emissions embodied in imports (tCO ₂ /capita)	1.8	2021	● ●
Net primary enrollment rate (%)	99.7	2022	● ●	CO ₂ emissions embodied in fossil fuel exports (kg/capita)	1,258.9	2023	● ●
Lower secondary completion rate (%)	92.4	2021	● ●	Carbon Pricing score at EUR60/tCO ₂ (% worst 0–100 best)	24.6	2021	● ●
Literacy rate (% of population aged 15 to 24)	99.0	2022	● ●	SDG14 – Life Below Water			
Tertiary educational attainment (% of population aged 25 to 34)	27.3	2022	● ●	Mean area that is protected in marine sites important to biodiversity (%)	63.0	2023	● ●
PISA score (worst 0–600 best)	406.8	2022	● ●	Ocean Health Index: Clean Waters score (worst 0–100 best)	69.8	2023	● ●
Variation in mathematics performance explained by socio-economic status (%)	10.4	2022	● ●	Fish caught from overexploited or collapsed stocks (% of total catch)	17.3	2018	● ●
Underachievers in mathematics (% of 15-year-olds)	65.8	2022	● ●	Fish caught by trawling or dredging (%)	32.4	2019	● ●
SDG5 – Gender Equality				Fish caught that are then discarded (%)	17.5	2019	● ●
Demand for family planning satisfied by modern methods (% of females aged 15 to 49)	83.1	2018	● ●	Marine biodiversity threats embodied in imports (per million population)	0.0	2018	● ●
Ratio of female-to-male mean years of education received (%)	97.2	2022	● ●	SDG15 – Life on Land			
Ratio of female-to-male labor force participation rate (%)	60.5	2023	● ●	Mean area that is protected in terrestrial sites important to biodiversity (%)	38.4	2023	● ●
Seats held by women in national parliament (%)	50.4	2024	● ●	Mean area that is protected in freshwater sites important to biodiversity (%)	51.5	2023	● ●
Gender wage gap (% of male median wage)	16.7	2022	● ●	Red List Index of species survival (worst 0–1 best)	0.68	2024	● ●
SDG6 – Clean Water and Sanitation				Permanent deforestation (% of forest area, 3-year average)	0.2	2022	● ●
Population using at least basic drinking water services (%)	99.7	2022	● ●	Imported deforestation (m²/capita)	4.9	2022	● ●
Population using at least basic sanitation services (%)	92.5	2022	● ●	SDG16 – Peace, Justice and Strong Institutions			
Freshwater withdrawal (% of available freshwater resources)	45.0	2021	● ●	Homicides (per 100,000 population)	26.1	2022	● ●
Anthropogenic wastewater that receives treatment (%)	25.2	2020	● ●	Crime is effectively controlled (worst 0–1 best)	0.38	2022	● ●
Scarce water consumption embodied in imports (m³ H ₂ Oeq/capita)	1,354.5	2024	● ●	Unserved detainees (% of prison population)	40.4	2022	● ●
Population using safely managed water services (%)	43.0	2022	● ●	Birth registrations with civil authority (% of children under age 5)	97.0	2020	● ●
Population using safely managed sanitation services (%)	62.5	2022	● ●	Corruption Perceptions Index (worst 0–100 best)	31.0	2023	● ●
SDG7 – Affordable and Clean Energy				Children involved in child labor (%)	4.7	2019	● ●
Population with access to electricity (%)	100.0	2021	● ●	Exports of major conventional weapons (TIV constant million USD per 100,000 population)	0.0	2019	● ●
Population with access to clean fuels and technology for cooking (%)	84.6	2021	● ●	Press Freedom Index (worst 0–100 best)	49.0	2024	● ●
CO ₂ emissions from fuel combustion per total electricity output (MtCO ₂ /TWh)	1.5	2022	● ●	Access to and affordability of justice (worst 0–1 best)	0.39	2022	● ●
Renewable energy share in total final energy consumption (%)	12.3	2020	● ●	Timeliness of administrative proceedings (worst 0–1 best)	0.36	2022	● ●
SDG8 – Decent Work and Economic Growth				Expropriations are lawful and adequately compensated (worst 0–1 best)	0.48	2022	● ●
Adjusted GDP growth (%)	-4.1	2022	● ●	Persons held in prison (per 100,000 population)	174.0	2021	● ●
Victims of modern slavery (per 1,000 population)	6.6	2022	● ●	SDG17 – Partnerships for the Goals			
Adults with an account at a bank or other financial institution or with a mobile-money-service provider (% of population aged 15 or over)	36.9	2017	● ●	Government spending on health and education (% of GDP)	7.7	2021	● ●
Fundamental labor rights are effectively guaranteed (worst 0–1 best)	0.48	2022	● ●	For high-income and all OECD DAC countries: International concessional public finance, including official development assistance (% of GNI)	NA	NA	● ●
Fatal work-related accidents embodied in imports (per million population)	0.7	2018	● ●	Other countries: Government revenue excluding grants (% of GDP)	18.4	2021	● ●
Victims of modern slavery embodied in imports (per 100,000 population)	18.7	2018	● ●	Corporate Tax Haven score (best 0–100 worst)	54	2021	● ●
Employment-to-population ratio (%)	63.7	2023	● ●	Financial Secrecy score (best 0–100 worst)	53.1	2022	● ●
Youth not in employment, education or training (NEET) (% of population aged 15 to 24)	18.1	2021	● ●	Shifted profits of multinationals (US\$ billion)	20.4	2019	● ●
				Statistical Performance Index (worst 0–100 best)	88.6	2022	● ●
				Index of countries' support to UN-based multilateralism (worst 0–100 best)	76.5	2023	● ●

* Imputed data point, ** Not applicable
NA = Data not available

ANNEXE 4 : GLOSSAIRE

AECID	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo
ALENA	Accord de Libre Echange Nord Américain
AMEXCID	Agencia Mexicana de Cooperación Internacional para el Desarrollo
AMLO	Andres Manuel Lopez Obrador
BCIE	Banco Centroamericano de Integración Económica
BID	Banque interaméricaine de développement
BPD	Banques Publiques de Développement
BRICS+	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Iran, Égypte, Émirats arabes unis et Éthiopie
CENAPRED	Centro Nacional de Prevencion de Desastres
CEPAL	Comisión Económica para América Latina y el Caribe
CEEY	Centro de Estudios Espinosa Yglesias
CIDE	Centro de Investigación y Docencia Económicas
CIEP	Centro de Investigación Económica y Presupuestaria
CFE	Comisión Federal de Electricidad
COLMEX	Colegio de Mexico
CONABIO	Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad
CONAFOR	Comisión Nacional Forestal
CONEVAL	Consejo Nacional de Evaluacion de la Política de Desarrollo Social
DFI	Development Finance Institution
EC	Économie Circulaire
ETI	Experts Techniques Internationaux
FBPP	Financement Budgétaire de Politique Publique
FEF	Fonds Equipe France
FEXTE	Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences
FIIAAP	Fundación Internacional Y Para Iberoamérica De Admón Y Políticas Públicas
FIRA	Fideicomisos Instituidos en Relación con la Agricultura
FONDEN	Fondo de Desastres Naturales
GES	Gaz à effet de serre
ICE	Instituto Costarricense de Electricidad
ICM	Iniciativa Climatica de Mexico
IDE	Investissements Directs Étrangers
IDH	Indice de Développement Humain
IFNB	Institutions Financières Non Bancaires
INECC	Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático
INEGI	Instituto Nacional de Estadística y Geografía
ISD	Investissement Solidaire et Durable
MORENA	Movimiento de Regeneración Nacional
NADBank	North American Development Bank
NAFIN	Nacional Financiera
NGFS	Network for Greening the Financial System
ODD	Objectifs de Développement Durable
PEMEX	Petróleos Mexicanos
PAN	Parti d'Action National
PIB	Produit intérieur brut
PRI	Parti Révolutionnaire Institutionnel
SADER	Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural
SEMARNAT	Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales
SENER	Secretaría de Energía
SHCP	Secretaría de Hacienda y Crédito Público
T-MEC	Tratado entre México, Estados Unidos, Canadá
TGE	Très Grand Emergent
UE	Union européenne
VBG	Violences Basées sur le Genre

Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31